



# Au PCF, la démocratie interne ne doit pas être dévoyée, à Vitry comme dans toute la France !

À SURESNES, LE 7 SEPTEMBRE 2020

**N**ous avons été choqués d'apprendre la non-ratification de la candidature de Fatmata KONATÉ et de son suppléant, candidate aux élections législatives partielles de la neuvième circonscription du Val-de-Marne, par le Conseil National du Parti Communiste Français réuni le weekend dernier. **Candidature pourtant ratifiée démocratiquement par une grande majorité de la section de Vitry-Sur-Seine.** Résultant en une absence de candidature communiste dans une circonscription où il est possible de faire un bon résultat.

**Cette décision du Conseil National s'est faite sur une présentation des faits uniquement à charge contre la section de Vitry-Sur-Seine et où les camarades visés n'ont pas pu présenter leurs arguments.** Ce refus de ratification a été voté par seulement 50 membres du CN sur 182.

Cette décision pose des interrogations à l'ensemble des communistes. **La sanction prise à l'encontre de la section de Vitry-Sur-Seine est une faute politique, qui conduirait à l'absence du Parti Communiste dans une élection importante.**

Dans cette séquence, qui donne une piètre image de notre parti et de la vie politique en général, **la présidence de notre Conseil National et de la commission des conflits ont montré qu'elles ne pouvaient plus garantir l'unité des communistes et le respect de la souveraineté des sections de notre parti.** Elles ont montré leur absence de neutralité, ont pris des décisions dommageables pour l'ensemble de notre parti. Cela pourrait déboucher sur une crise de confiance durable entre les communistes et la présidence de leur conseil national.

Nous demandons donc au Conseil National, réuni au complet, de revenir sur cette décision dans l'intérêt du parti.

**Nous invitons toutes les sections de notre parti à nous rejoindre dans cette exigence.**

LE BUREAU SECTION DE SURESNES ET SAINT-CLOUD DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

*PS : Nous joignons à cette déclaration des communiqués de l'exécutif et des élu·es de la section de Vitry-Sur-Seine pour la bonne compréhension de la situation.*

## **REPRODUCTIONS DES COMMUNIQUÉS DES ÉLU-ES ET DE L'EXECUTIF DE LA SECTION DE VITRY-SUR-SEINE DU PCF**

Communiqué du groupe Communiste Républicain et Citoyen du conseil municipal de Vitry-Sur-Seine après l'élection – 4 juillet 2020

Aujourd'hui, Mr Pierre Bell Lloch a été élu Maire de Vitry sur Seine. Il l'a été à la majorité absolue, au premier tour, à 27 voix sur 53 membres du conseil municipal, en vertu du code des collectivités territoriales. Cette élection est une surprise pour nombre de Vitryot.es dans un contexte de forte abstention, notamment des classes populaires.

En effet, Mr Pierre Bell Lloch, a été élu au sein d'un rassemblement de gauche qu'il a hautement contribué à construire sur un scrutin de liste qui voit la victoire d'un grand rassemblement à gauche. Ce rassemblement, ambitieux, réunissant les communistes, socialistes et écologistes et de nombreux citoyen.e.s engagé.e.s de Vitry, s'appuyait sur un programme clair, au service de tous.tes les vitryot.e.s, et avec au cœur la garantie de la défense d'une ville populaire accessible à tous.tes.

Mr Jean Claude Kennedy, lors des derniers jours ayant précédé l'élection, avait souhaité remettre en cause les accords programmatiques et exécutifs avec nos partenaires d'Europe écologie les Verts ainsi qu'avec la section du Parti Communiste Français, venant fragiliser notre majorité municipale. Malgré plusieurs tentatives d'arriver à un compromis, et pour maintenir l'unité de la majorité de gauche, le groupe communiste a fait le choix de présenter la candidature de Mr Pierre Bell Lloch.

Le nouveau Maire et sa majorité auront à cœur de poursuivre la politique de gauche ambitieuse de notre ville de banlieue rouge. Une politique du logement social d'abord face à la montée des prix et au mal logement sur la ville, pour une gestion publique et communale des logements sociaux, meilleur rempart contre la spéculation. Nous refuserons ainsi toute privatisation du logement social et réinterrogerons dès à présent la fusion de l'Office public de l'habitat et de la Semise.

Une politique qui refuse l'austérité budgétaire imposée aux collectivités par le gouvernement et le capital, et qui rejette ainsi la contractualisation, votée l'année dernière à l'initiative de Jean Claude Kennedy, qui lie les mains des élu.e.s communaux en terme budgétaire.

Enfin, c'est un renouveau démocratique, qui répond aux besoins de renouvellement exprimé maintes fois par les vitryot.es. Nous avons conscience de notre responsabilité et travaillerons dès aujourd'hui à construire collectivement le meilleur pour notre ville.

Le groupe Communiste Républicain et Citoyen.

---

Communiqué de l'exécutif de la section de Vitry-Sur-Seine – 11 juillet 2020

Chers camarades,

Une assemblée générale des communistes, s'est tenue le 10 juillet à Vitry-sur-Seine. Depuis plusieurs jours, nous avons prévenus et alertés sur les menaces et pressions multiples subies par les Élu.es du Groupe Communiste, Républicain et Citoyen. Comme nombre de camarades, nous étions d'accord pour qu'une assemblée générale se tienne à la rentrée dans des conditions sereines car les tensions et les menaces incessantes n'auraient pas permis un débat constructif. Plusieurs camarades avaient alerté sur le fait que tenir une assemblée générale dans ces conditions n'aiderait pas une sortie de crise par le haut. De nombreux camarades n'ont pas reçu de convocation et d'autres étaient en congés.

A notre étonnement et malgré nos réserves, la fédération, sans concertation avec notre secrétariat et dans la précipitation la plus totale a envoyé aux adhérents de Vitry un mail la veille dans la soirée, sans ordre du jour pour convoquer une assemblée générale. Celle-ci s'est tout de même tenue et des tensions sont vite apparues. Des camarades ont été sommés de prouver leur adhésion au parti, cela les a choqué. D'autres ont été insultés et menacés. Le secrétaire fédéral, suivi d'une vingtaine de personnes, a décidé de quitter l'assemblée. Celle-ci s'est tout de même déroulée, avec les 120 camarades restant. Elle a permis au maire d'apporter les réponses aux questionnement des camarades autour d'un échange serein et constructif.

Cette nuit, un communiqué de la fédération diffamant les camarades de Vitry appel à manifester contre notre Maire communiste demain matin. Il est signé par un secrétaire fédéral, chargé de garantir l'unité des communistes et la fraternité au sein du parti. Pour retrouver une cohésion, le secrétariat demande que les instances nationales prennent leur responsabilité, vis à vis de notre fédération visiblement incapable d'une prise de distance et de garantir l'unité des communistes.

---

Communiqué de Pierre Bell Lloch Maire de Vitry-Sur-Seine – 6 septembre 2020

C'est avec tristesse et consternation que nous apprenons que le conseil national du PCF a décidé de suivre l'avis de la commission de conciliation sur la candidature de Fati Konaté et Greg Verny aux législatives partielles de Vitry/Alfortville.

Pour nous, ce vote ne peut être considéré comme statutaire dans la mesure où il intervient après le dépôt des candidatures en préfecture et avant même la conclusion des investigations de la commission de conciliation sur le conseil municipal du 4 juillet.

Nous constatons que notre retrait du Conseil National pour permettre l'apaisement et le débat a ouvert en réalité un procès sans avocats tronquant la perception des camarades sur notre réalité.

Ainsi n'a pu être porté à la connaissance des camarades le courrier du président de groupe PS de Vitry qui témoigne de l'accord proposé par notre tête de liste à nos adversaires et aux élus socialistes dans le but d'évincer des élus communistes et EELV. Ce courrier déterminant pour prouver notre éthique et notre bonne foi a été envoyé jeudi au président de la commission et n'a toujours pas été versé au dossier des membres de la commission. Nous serons donc présents lors des prochaines instances nationales.

Nous alertons nos camarades et responsables nationaux de leur responsabilité à punir la jeunesse issue des quartiers populaires et membre du parti de notre ville. Prenant le risque de créer une fracture entre le parti et ceux qu'il défend, ils prennent la décision d'encourager les troubles internes à notre section et le risque de perdre le département et la deuxième ville de France dirigée par un maire communiste.

Nous demandons le retrait de cet avis non statutaire et nous présenterons un recours contre l'ensemble des candidatures validés par le CN dont nous savons qu'aucune n'a été validées statutairement devant les sections.

Notre parti est celui des quartiers et des classes populaires. Préférer à ceux qui le défendent et le portent l'absence de candidat communiste est une faute politique majeure.

Chacun prendra donc ses responsabilités et pour notre part nous ne démissionnerons pas de notre combat pour les plus fragiles dedans comme en dehors du parti.

Bien fraternellement,  
Pierre Bell Lloch